

Les agrocarburants et le mythe des terres marginales

Document d'information par

**The Gaia Foundation, Biofuelwatch, the African Biodiversity Network,
Salva La Selva, Watch Indonesia et EcoNexus**

Septembre 2008



Tourbière déboisée (« terre marginale ») en Indonésie Photo : Rita Sastrawan

TERRES CULTIVABLES MARGINALES, INEXPLOITÉES, DÉGRADÉES, SOUS-UTILISÉES, DORMANTES, INCULTES ET ABANDONNÉES : voilà autant de termes servant à désigner ce qui est présenté comme la « solution » aux impacts néfastes de la production agricole consacrée aux agrocarburants.

En partie pour répondre aux accusations selon lesquelles les agrocarburants (également appelés biocarburants) font concurrence à la production alimentaire, certains décideurs ont proposé que les cultures visant la production d'agrocarburants soient aménagées sur des terres considérées comme marginales ou improductives. On nous affirme qu'il existe des millions d'hectares de ce type de terres autour du monde, en particulier en Afrique, et que ces terres ne présentent aucune valeur du point de vue de la biodiversité ou de la séquestration du carbone, et ne jouent aucun rôle dans la production alimentaire ni, apparemment, dans la production de moyens de subsistance pour les populations locales. Certains soutiennent que l'utilisation de « terres marginales » pour produire des agrocarburants pourrait être une démarche extrêmement constructive, car elle contribuerait à générer des revenus au profit des communautés locales et à fournir une solution de rechange aux combustibles fossiles sur le marché. D'autres vont même jusqu'à suggérer que des mesures incitatives soient mises en place pour favoriser l'utilisation de ces soi-disant terres marginales, par exemple des permis autorisant l'émission de plus de CO₂.

Il existe une croyance très répandue selon laquelle les pays en développement possèdent de vastes étendues de terres incultes qui ne demandent qu'à être utilisées à bon escient. Mais lorsqu'on examine de plus près ces « terres marginales », une tout autre réalité émerge. Dans la plupart des cas, les terres qui sont qualifiées de « marginales », d'« incultes » ou d'« inexploitées » sont essentielles à la subsistance de diverses populations composées de petits agriculteurs, de pasteurs, de femmes et d'autochtones. Les terres que les gouvernements et les grandes sociétés désignent souvent par le terme « marginales » sont en réalité des espaces qui sont utilisés à titre de terres communales ou selon des coutumes traditionnelles depuis des générations, qui n'appartiennent pas à des intérêts privés et qui ne font pas l'objet d'une production agricole intensive. Trop souvent, on ne tient pas compte de l'existence des populations qui vivent sur ces terres.

Les communautés qui utilisent ces terres riches en biodiversité pour en tirer de la nourriture, un revenu ou des produits médicinaux ou encore pour le pâturage n'apprécient pas de voir leur existence passée sous silence. Elles ne sont pas non plus toujours d'accord pour dire que la conversion de leurs terres en cultures axées sur les agrocarburants entraînera des avantages sur le plan du « développement ». Un grand nombre de ces communautés préféreraient continuer à vivre à titre de fermiers, de pasteurs et de chasseurs-cueilleurs plutôt que d'être expulsées et chassées de leurs terres en se faisant promettre en échange une maigre compensation ou quelques emplois saisonniers mal rémunérés sur des plantations d'agrocarburants.

LES AGROCARBURANTS ET LE MYTHE DES TERRES MARGINALES

Les données existantes suggèrent qu'il n'existe en réalité que très peu de véritables terres « marginales », ou du moins aucune qui corresponde aux espaces abandonnés, vides et inutilisés qui peuplent notre imagination. Dans ce contexte, il est grand temps de repenser sérieusement les politiques de production d'agrocarburants fondées sur les « terres marginales ».

LES « TERRES MARGINALES » ET LES POLITIQUES EN MATIÈRE D'AGROCARBURANTS

Selon l'étude *Gallagher Review*¹, réalisée au Royaume-Uni, les impacts négatifs indirects de la production d'agrocarburants pourraient être évités grâce au recours aux terres marginales. « La production de biocarburants doit miser sur les terres inexploitées ou marginales et sur l'utilisation des déchets et des résidus. » Ces déclarations s'inscrivent dans la continuité de recommandations similaires émises par la Royal Society, dont le rapport intitulé *Sustainable Biofuels: prospects and challenges*² appelle également à des décisions en matière de politiques... qui entraîneraient un transfert graduel de ces cultures sur des terres marginales à faible valeur en biodiversité ou sur des terres abandonnées.

Même l'étude abondamment citée réalisée par Fargione et autres³, dans laquelle on peut lire que toutes les cultures actuelles d'agrocarburants entraînent l'accumulation d'une « dette en carbone » qui s'échelonne sur des décennies ou des siècles, arrive à la conclusion suivante : « Les terres agricoles dégradées ou abandonnées pourraient être utilisées pour cultiver des vivaces indigènes en vue de la production de biocarburants, ce qui contribuerait à éviter la destruction d'écosystèmes naturels et à réduire les émissions de GES. »

Des termes tels que « terres marginales » se sont introduits non seulement dans le discours scientifique, mais aussi dans le débat politique plus large sur les agrocarburants. Par exemple, l'instigateur de la Loi sur les biocarburants aux Philippines, le sénateur Zuburi, a fait la promotion de la « production de biocarburants sur les terres marginales » lors de la Conférence internationale sur les biocarburants, en 2008⁴. Le gouvernement indien soutient la conversion de 14 millions d'hectares de soi-disant « terres incultes » à la culture du *Jatropha* en vue de produire du biodiesel. Le président du Mozambique, Armando Guebuza, s'est dit favorable à ce que les agrocarburants soient cultivés sur des terres « marginales » pour éviter de faire concurrence à la production alimentaire⁵.

Au sein de l'UE, le rapport sur la proposition de directive sur la promotion des énergies renouvelables de Claude Turmes, rapporteur de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, propose une définition des « zones inexploitées, dégradées ou marginales » qui se veut compatible avec la production de bioénergie, notamment de la matière première pour les agrocarburants. Tant les principes et les critères de la RSPO que les lignes directrices préliminaires de la Roundtable for Sustainable Biofuels appuient l'utilisation de « terres marginales, dégradées ou préalablement défrichées ».

OÙ SE TROUVENT LES TERRES MARGINALES ?

Où se trouvent ces terres « marginales » et quelle est leur étendue ? Selon une étude réalisée en 2006 par David Tilman et autres, les cultures à faibles intrants produisant des herbacées vivaces indigènes riches en biodiversité présentent un potentiel bioénergétique élevé⁶. L'auteur suggère que ces plantes pourraient devenir une matière première permettant de produire des agrocarburants de deuxième génération « à bilan carbone négatif ». Toutefois, aucune recherche n'a été faite sur la quantité de « terres marginales » disponibles pour ces cultures. Les auteurs se sont plutôt fiés à des estimations antérieures effectuées par d'autres auteurs sur les étendues de « terres cultivables abandonnées » disponibles. Selon eux et ces autres auteurs, il existerait au moins 500 millions d'hectares de ces terres.

Le terme « terres marginales » semble avoir été amalgamé au concept de « terres cultivables abandonnées », concept qui se trouve au cœur d'un grand nombre d'« études de faisabilité sur la bioénergie » qui constituent la « base scientifique » des politiques des gouvernements en matière de biocarburants. Nombre de ces études, à leur tour, se fondent sur des estimations antérieures approximatives relativement à la superficie de terres qui pourrait être disponible, non pas pour la production de biocarburants, mais pour l'aménagement de « puits de carbone », notamment des plantations d'arbres – c'est de là que provient le chiffre de 500 millions d'hectares. On considère que les « terres cultivables abandonnées » englobent de vastes étendues où des forêts tropicales ont été détruites pour faire place à des plantations et à l'élevage du bétail et où la dégradation des sols et l'appauvrissement en eau rendent dorénavant l'agriculture difficile. Goeran Berndes, qui a analysé 17 études de faisabilité en matière de bioénergie, fait remarquer ce qui suit : « Les terres qui sont considérées comme dégradées constituent souvent la base de la subsistance des populations rurales⁷. »

Une étude publiée en 2008 par Christopher Field et autres⁸ constitue un bon exemple de la façon dont les estimations sont effectuées en ce qui a trait aux étendues de « terres cultivables abandonnées » pouvant servir à produire de la bioénergie. Cette étude suggère qu'il existe 386 millions d'hectares de ce type de terres. Toute parcelle de terre considérée comme ayant été utilisée pour l'agriculture à un moment ou à un autre depuis l'année 1700 et qui n'apparaît pas sur les images satellites

¹ *The Gallagher Review of the indirect effects of biofuel production*, Renewable Fuels Agency, juillet 2008.

² *Sustainable biofuels: prospects and challenges*, Royal Society, 14 janvier 2008.

³ « Land clearing and the biofuel carbon debt », Joseph Fargione et autres, *Science*, 29 février 2008, DOI : 10.1126/science.1152747.

⁴ Voir www.gmanews.tv/story/95762/Plant-biofuel-crops-in-marginal-land---Zubiri.

⁵ Voir <http://allafrica.com/stories/200802191141.html>.

⁶ « Carbon-Negative Biofuels from Low-Input High-Diversity Grassland Biomass », David Tilman et autres, *Science*, 8 décembre 2006, DOI : 10.1126/science.1133306.

⁷ « The contribution of biomass in the future global energy supply: a review of 17 studies », Goeran Berndes et autres, *Biomass and Bioenergy* n° 25, 1^{er} juillet 2003, p. 1-28.

⁸ « Biomass energy: the scale of the potential resource », Christopher B. Field et autres, *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 23, n° 2, février 2008.

LES AGROCARBURANTS ET LE MYTHE DES TERRES MARGINALES

d'aujourd'hui comme étant une « terre cultivable » est catégorisée comme « abandonnée », à moins de constituer une zone forestière ou de faire partie d'une agglomération urbaine. Aucune étude critique visant à déterminer si ce type de cartographie par satellite tient compte ou non de l'agriculture mixte à petite échelle pratiquée par les communautés n'a été réalisée, mais il est clair que d'autres utilisations des terres par les communautés, comme le pâturage, ne sont pas prises en compte lors de la définition des « terres cultivables abandonnées ».

Cette omission se trouve au cœur de toutes les études qui proclament que de vastes étendues de terres sont disponibles pour la production de biocarburants, ou pourraient le devenir, y compris les études qui proposent non seulement une évaluation des « terres cultivables abandonnées » existant aujourd'hui, mais aussi des projections futures en la matière, c'est-à-dire des terres qui pourraient être « libérées » pour faire place à des plantations de biomasse. Dans la plupart de ces études, de vastes étendues de terre en Afrique, en Amérique latine et en Asie sont définies comme étant « sous-utilisées », en particulier les terres vouées au pâturage.

Étude de cas : que signifie « terres marginales » en Indonésie ?

Selon le gouvernement d'Indonésie, il existe trois types de terres qui ne sont pas utilisées pour l'agriculture : les terres marginales, les terres à l'état critique et les terres dormantes.

En Indonésie, on considère les terres « **marginales** » comme étant des superficies improductives présentant un taux élevé d'acidité. Les terres marginales d'Indonésie englobent donc les marécages, les zones humides et les tourbières, de même que les zones arides à sol acide, comme les régions montagneuses ou les îles de la région est, dont les conditions s'apparentent à celles de l'Australie.

Les terres « **à l'état critique** » sont des terres qui ont subi une dégradation écologique à la suite de pratiques agricoles intensives, et qui ne peuvent plus servir à des fins agricoles. Ces terres dégradées étaient jadis importantes pour le maintien de la sécurité alimentaire au pays. Aujourd'hui, la priorité devrait être accordée à l'amélioration de la sécurité alimentaire, par exemple par une meilleure irrigation des rizières.

Les terres « **dormantes** » sont des terres temporairement non cultivées, mais qui sont essentielles aux communautés autochtones qui pratiquent la culture itinérante et la chasse.

Selon Marianne Klute de Watch Indonesia, « si les politiciens parlent des terres marginales, peut-être que le gouvernement d'Indonésie comprendra qu'il s'agit d'un feu vert à l'ouverture d'un plus grand nombre de tourbières. Recommander la production d'agrocarburants sur les terres à l'état critique serait irresponsable, en particulier si ces terres sont nécessaires à la production alimentaire. Et recommander que les terres dormantes servent à la production d'agrocarburants équivaldrait à un appel irresponsable à l'expulsion des agriculteurs pratiquant la culture itinérante, des chasseurs et des populations autochtones. »

« Si les politiciens parlent des terres marginales, peut-être que le gouvernement d'Indonésie comprendra qu'il s'agit d'un feu vert à l'ouverture d'un plus grand nombre de tourbières. » - Watch Indonesia

LES OUBLIÉS : LES PASTEURS, LES PETITS AGRICULTEURS, LES POPULATIONS AUTOCHTONES ET LES FEMMES

Avant de considérer ce qui devrait être cultivé sur les terres marginales, il nous faut définir le terme « marginal ». Ainsi, des terres qui peuvent paraître « marginales » aux yeux de certaines personnes peuvent constituer une ressource vitale pour d'autres. Partout dans le monde, des terres qui, pour le profane, peuvent sembler inexploitées ou sous-utilisées, fournissent souvent de la nourriture, du carburant, des produits médicinaux et des matériaux de construction à diverses communautés locales. Ces terres sont souvent utilisées sur une base collective ou communale par ces communautés depuis des générations, même si leurs occupants ne détiennent aucun titre de propriété officiel. En raison de leur fragilité, elles peuvent être utilisées selon de longues rotations, et n'être cultivées qu'au terme de plusieurs années de jachère afin de laisser au sol le temps de se régénérer. Ces terres peuvent présenter un caractère sacré pour les communautés locales et être essentielles à la protection des ressources en eau.

Dans la *Gallagher Review*, on semble croire que les « terres inoccupées et marginales » sont synonymes de prairies. Or, peu de prairies sont réellement inoccupées. En Afrique surtout, il existe de vastes étendues de terres utilisées par les vachers ou les pasteurs, qui suivent le parcours des pluies et les étendues d'herbes fraîches sur de longues distances. Les observateurs de l'extérieur sont souvent d'avis que la vie de ces personnes pourrait être améliorée si elles s'installaient en un seul endroit et qu'on leur fournissait les moyens de s'adonner à l'agriculture. Mais ces populations ont le droit de conserver leur mode de vie, qu'elles pratiquent depuis de nombreuses générations et qui pourrait bien constituer la seule façon d'utiliser adéquatement les prairies fragiles. Les soi-disant terres marginales sont également importantes pour le maintien de la biodiversité, et peuvent constituer un réservoir pour des espèces en danger ou utiles.

Jonathan Davies, coordonnateur mondial à la World Initiative for Sustainable Pastoralism, dont les bureaux sont situés à Nairobi, Kenya, a fait le commentaire suivant : « Ces terres marginales n'existent pas à l'échelle que les gens imaginent. En Afrique, la plupart de ces terres sont activement gérées par des pasteurs, des chasseurs-cueilleurs et parfois des agriculteurs des terres sèches. Cela ne veut toutefois pas dire que la bioénergie n'a pas sa place sur le continent africain. Mais si l'on en juge par l'approche plutôt cavalière adoptée jusqu'ici en matière d'appropriation des terres et du peu de cas que l'on fait du droit à la terre des habitants des régions rurales dans de nombreux pays, nous pouvons inévitablement nous attendre à ce que la production d'agrocarburants soit effectuée par de gros investisseurs, au détriment des communautés locales. »

Si les projets de production d'agrocarburants sur les terres marginales vont de l'avant tel que prévu, les communautés touchées risquent de perdre leurs terres et de ne tirer aucun bénéfice des changements apportés. Elles seront plutôt confinées à des

LES AGROCARBURANTS ET LE MYTHE DES TERRES MARGINALES

terres plus petites ou forcées de se réinstaller dans des régions encore plus fragiles, scénario qui ne sera pas nouveau. En même temps, les acquisitions de terres risquent de miner les institutions coutumières et de saper les pratiques et les savoirs écologiques traditionnels qui ont de tout temps assuré une gestion durable des terres. Cette situation entraînera des pertes au chapitre de la biodiversité, non seulement dans les superficies plantées, mais aussi dans la région en général. Cela s'est déjà produit en Afrique, en particulier lorsque les terres ont été converties à la production céréalière, transformées en ranchs privés ou annexées pour créer des aires de conservation.

« Il existe probablement des terres abandonnées qui ne demandent qu'à être cultivées, mais je doute qu'elles soient très nombreuses. » - World Initiative for Sustainable Pastoralism

Étude de cas : le Kalimantan occidental en Indonésie

Icin, un autochtone Dayak vivant au Kalimantan occidental, parcourt du regard un paysage disparate composé de terres déboisées et dégradées, de forêts secondaires et de plantations de palmiers à huile. « Voilà où s'étendaient nos terres. Nous les avons déjà perdues à deux reprises. La première fois, il y a environ vingt ans, des sociétés forestières se sont mises à couper les arbres de nos forêts. »

Seulement 25 % environ de l'aire de coupe a été convertie en une plantation de palmiers à huile appartenant à l'État. Les communautés du district de Sanggau ont survécu dans les forêts restantes, mais aussi sur les surfaces déboisées en pratiquant l'agriculture itinérante ; ils plantent du riz et du maïs pendant les deux premières années, et des arbres à caoutchouc et à fruits dans l'intervalle. Au bout de la deuxième année, les jeunes plantations de caoutchouc sont mises au repos. Pour répondre à la demande mondiale en énergie, l'entreprise étatique d'huile de palme PTPN XIII prévoit étendre sa surface de plantation à la portion plus vaste non encore plantée de sa concession, qui est considérée comme une terre improductive, dormante.

« Il y a huit ans, nous avons perdu une autre portion de nos terres aux mains d'une entreprise privée d'huile de palme. Pendant la nuit, des bulldozers sont venus détruire nos plantations de caoutchouc et même nos rizières. Depuis lors, la plus grande partie de la forêt primaire restante a été déboisée », raconte Icin en jetant un regard sur les terres décimées qui s'étendent jusqu'aux montagnes.

Après l'année 2000, les coupes de bois ont atteint un degré sans précédent. Le bois d'œuvre est vendu en Malaisie, et aujourd'hui, les deux tiers du Kalimantan occidental sont entre les mains de sociétés d'huile de palme. Le Ganda Group, qui entretient des liens étroits avec le Wilmar Group, a aménagé une plantation à l'endroit même où se trouvait le jardin de caoutchouc d'Icin. Mais la plus grande partie de cette forêt jadis utilisée selon les coutumes traditionnelles est aujourd'hui dégradée et érodée. Acculées à la pauvreté parce que privées de leurs forêts, les communautés arrivent tant bien que mal à tirer des cultures des sols érodés.

« Qu'advient-il de nous ? demande Icin. Le gouvernement a d'ambitieux projets d'aménagement de nouvelles plantations à grande échelle. » Il montre du doigt une carte indiquant les plantations prévues par le groupe Sinar Mas, sur des terres « dormantes » soi-disant improductives. « Il devrait y avoir sept villages indiqués dans cette région, mais la carte n'en fait pas mention, ajoute Icin. Est-ce que cela veut dire que pour le monde extérieur, nous avons cessé d'exister ? »



« Il devrait y avoir sept villages indiqués dans cette région, mais la carte n'en fait pas mention. Est-ce que cela veut dire que pour le monde extérieur, nous avons cessé d'exister ? » – Autochtone Dayak, Kalimantan occidental, Indonésie

Kalimantan occidental, Indonésie : un homme est assis au milieu de terres « dormantes » où se trouvait jadis sa plantation de caoutchouc, dont le Ganda Group a pris possession pour aménager des cultures d'huile de palme. Photo : Marianne Klute

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a également fait état des impacts négatifs de la production d'agrocarburants à grande échelle sur les femmes des régions rurales. Selon un rapport publié par l'Organisation en 2008⁹, les terres marginales assurent des fonctions de subsistance essentielles aux populations rurales pauvres et sont souvent cultivées par les femmes. Il s'agit parfois des seules terres auxquelles les femmes ont accès, parce que dans de nombreuses régions du monde, les femmes ne jouissent toujours pas du droit à la propriété et du droit à l'héritage. On leur permet parfois d'utiliser des terres qui sont épuisées ou abandonnées pour cultiver de la nourriture pour leur famille. Pour elles, cette possibilité peut faire une différence entre la vie et la mort durant les années difficiles, car elles savent comment tirer de la nourriture de ces types de sols. Étant pleinement conscientes de la grande fragilité de ces terres, les populations qui en font usage sont d'autant plus en mesure de les utiliser sans les dégrader.

Ce n'est pas une coïncidence si les modes de subsistance des communautés qui ne pratiquent pas l'agriculture intensive, en particulier les pasteurs et les femmes, ne sont pas pris en compte dans le cadre de ce débat. Si la déforestation pour la production d'agrocarburants est considérée comme une chose à éviter, la conversion de pâturages et de terres agricoles exploitées de façon non intensive dans le Sud est vue comme essentielle et souhaitable pour faire en sorte que la bioénergie en vienne à remplacer une bonne partie des combustibles fossiles dans les sociétés industrielles. Le concept de « terres marginales » semble n'être qu'un autre terme populaire dans le cadre d'une stratégie plus large de déplacement rural et d'industrialisation de l'agriculture mondiale.

⁹ « Gender and Equity Issues in Liquid Biofuels Production – Minimising the Risks to Maximise the Opportunities », Andrea Rossi et Yianna Lambrou, FAO, avril 2008.

LES AGROCARBURANTS ET LE MYTHE DES TERRES MARGINALES

« Les inégalités entre les sexes risquent de s'aggraver, et la vulnérabilité des femmes face à la faim est susceptible de s'accroître. » Yianna Lambrou, coauteure du rapport de la FAO sur les femmes et les biocarburants

Étude de cas : les forêts du Chaco, Argentine

À mesure que s'est poursuivie la flambée des prix internationaux du soja, la production de cette plante s'est étendue au-delà des terres vouées traditionnellement à la production agricole pour investir les soi-disant « terres marginales », dans la partie nord du pays.

Les paysans qui exploitent des cultures vivrières et les communautés autochtones qui luttent pour le droit d'accéder aux terres dont elles dépendent pour leur survie ont été les victimes de ce phénomène. Il s'agit d'une des régions les plus riches en biodiversité du pays.

La communauté autochtone Wichi, installée près d'Embarcación, dans la province de Salta, oppose actuellement une résistance à la déforestation effectuée dans le but d'aménager des monocultures de soja dans les forêts arides du Chaco. Les producteurs de soja ont également expulsé de leurs terres les membres de la communauté autochtone Guaraní Jase Endy Guasu, qui était installée à El Talar, dans la province de Jujuy.

Ainsi, un violent conflit foncier qui a commencé avec le soja s'apprête à s'intensifier, certains secteurs du gouvernement ayant élaboré des projets visant l'expansion de plantations de *Jatropha* destinées à la production d'agrocarburants.



Membres de la communauté autochtone Guaraní de la province de Jujuy, Argentine, protestant contre leur expulsion causée par l'expansion de la culture du soja. Photo : Communauté Guaraní Jase Endy Guasu/ CAPOMA

DES CHANGEMENTS DANS L'UTILISATION DES TERRES ENTRAÎNENT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Moult discussions ont eu lieu sur l'accroissement des émissions causées par des modifications dans l'utilisation des terres, par exemple lorsque des forêts sont déboisées pour faire place à des cultures agricoles. On parle toutefois moins souvent des changements climatiques locaux et régionaux pouvant résulter de ces modifications. Selon des études effectuées par l'Institut international de recherche sur l'élevage (IIRE) et la Michigan State University

(MSU) en Afrique orientale, le passage du pâturage à la production agricole entraînerait des modifications du climat, rendant certaines régions plus humides et d'autres plus sèches, et causant des inondations et des sécheresses plus extrêmes¹⁰. Dans de nombreuses régions du monde, les populations subissent déjà certains changements climatiques à l'échelle locale qui sont attribuables à une modification de l'utilisation des terres ainsi qu'à des augmentations générales des émissions.

LES AGROCARBURANTS SUR LES « TERRES MARGINALES » AUX ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE

Un peu partout aux États-Unis et dans l'Union européenne, des millions d'hectares de terres préalablement retirées de la culture sont aujourd'hui consacrées à des monocultures, en raison des pressions exercées par le lobby de l'agroénergie et du prix élevé des marchandises, que les agrocarburants ont contribué à faire grimper.

Aux États-Unis, le Conservation Reserve Program (CRP) perd rapidement de son mordant, et son avenir est menacé en raison des pressions exercées par le lobby de l'éthanol et de l'industrie agricole pour permettre aux agriculteurs de se retirer rapidement du programme sans subir de pénalité. Le CRP subventionne les agriculteurs pour qu'ils retirent des terres de la production agricole et qu'ils y plantent des herbes, des arbustes et des couvertures arborées. Ces subventions visent tout particulièrement les terres à « rendement marginal » qui présentent un risque élevé d'érosion des sols et qui sont « écologiquement fragiles ». Le CRP est généralement considéré comme le programme environnemental le plus efficace aux États-Unis en matière de préservation de la biodiversité, de réduction de l'érosion des sols, de protection des réserves d'eau potable et de protection naturelle contre les inondations. Selon les chiffres du gouvernement américain, le programme contribue à prévenir 408 millions de tonnes d'érosion des sols par an, et chaque année, près de 21 millions de tonnes de carbone sont séquestrées sur les terres retirées de l'agriculture par le CRP¹¹. De plus, 40 % des ruches commerciales dépendent du CRP, tout comme un grand nombre d'espèces de plantes et d'animaux, notamment la sauvagine et les oiseaux de prairies¹².

¹⁰ « The Effects of Climate and Land Use Changes on Climate and Agricultural Systems in Kenya », CLIP (IIRE, MSU), juin 2008.

¹¹ « Estimating Water Quality, Air Quality and Soil Carbon Benefits of the Conservation Reserve Program », FAPRI, College of Agriculture, Food and Natural Resources, janvier 2007, www.fsa.usda.gov/Internet/FSA_File/606586_hr.pdf.

¹² Fiche d'information de l'Environmental Defense Fund, 2008, www.nativeecosystems.org/documents/CRPFactSheet.

LES AGROCARBURANTS ET LE MYTHE DES TERRES MARGINALES

En 2006, 15,9 millions d'hectares ont été incorporés au CRP, ce qui représente environ 10 % des terres cultivables des États-Unis. Depuis lors, près de deux millions d'hectares ont été remis en culture, et on s'attend à ce qu'il en aille de même pour 4,4 autres millions d'hectares au cours des trois prochaines années. Selon un rapport préparé par un organisme de conservation, dans seulement trois États, la réduction prévue des terres retirées par le CRP aura le même effet que si l'on ajoutait 15 millions de nouvelles voitures sur la route¹³. Une étude évaluée par des pairs publiée en 2008 suggère que la conversion de terres ayant été retirées par le CRP pendant 15 ans à la culture du maïs en vue de produire de l'éthanol entraînera une « dette en carbone » qu'il faudra 48 ans pour rembourser¹⁴.

Dans l'Union européenne, les 10 % de terres cultivables qui avaient été retirées de la culture depuis les années 1990 ont rapidement été transformées en monocultures intensives, également en raison d'un lobbying exercé par l'industrie des agrocarburants et des prix élevés des marchandises. Depuis la remise en culture de ces terres, à l'automne 2007, des cultures ont été aménagées sur 1,5 million d'hectares. Une ONG allemande vouée à la conservation, la Deutsche Umwelthilfe, a lancé l'avertissement suivant : « Nous assistons à des pertes d'espèces sans précédent sur les fermes agricoles allemandes. En particulier d'espèces d'oiseaux comme le tarier des prés, le bruant proyer, la perdrix grise et l'alouette lulu, mais aussi l'alouette des champs. » Le rapport de la DUH souligne que les terres ayant des sols et un rendement marginaux, qui sont actuellement remises en culture, ont tendance à présenter une biodiversité particulièrement riche. Selon BirdLife International, « nous sommes témoins d'un important mouvement vers l'intensification qui exercera une énorme pression sur l'environnement. L'un des enjeux les plus importants sera la qualité de l'eau. Nous sommes déjà aux prises avec des problèmes très graves en matière d'eaux souterraines et de pollution des rivières dans les régions d'Europe les plus cultivées¹⁵. » Les impacts sur les sols et le carbone des sols (et donc sur le climat) sont susceptibles d'être tout aussi néfastes que ceux de la conversion des terres protégées par le CRP, en particulier dans le cas des terres qui avaient été retirées de la culture de façon ininterrompue pendant plusieurs années.

LE JATROPHA : RÊVE OU RÉALITÉ ?

Il existe une culture qui est souvent présentée comme étant idéale pour les terres marginales des pays en développement, c'est-à-dire les sols pauvres et peu irrigués. Il s'agit de l'arbuste oléagineux *Jatropha curcas* (que l'on appelle également pourghère ou pignon d'Inde). Des projets visant à cultiver cette plante ont été élaborés pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud. Toutefois, le *Jatropha* n'a encore jamais été cultivé à grande échelle et on en sait très peu à son sujet, à part le fait que, même s'il est capable de résister à la sécheresse et à la pauvreté des sols, il est peu susceptible de livrer des récoltes adéquates dans ces conditions. Des millions de gens se voient promettre des emplois, mais la viabilité de ce type de récolte soulève bien des incertitudes.

Selon Deepak Rajagopal, de l'University of California, Berkeley¹⁶, le rendement des cultures de *Jatropha* peut varier grandement, selon la fertilité du sol et le degré d'irrigation. L'organisme Plant Research International a conclu que tous les avantages attribués au *Jatropha* comme « les besoins modestes en nutriments, la faible consommation d'eau, le faible apport de main-d'œuvre, l'absence de concurrence avec la production alimentaire et la résistance aux animaux nuisibles et aux maladies ne se sont assurément pas avérés conjointement à un rendement élevé en huile¹⁷ ».

Fuels from Agriculture in Commercial Technology (FACT), centre d'information situé aux Pays-Bas, va jusqu'à lancer un avertissement et à conseiller de s'abstenir d'exploiter des plantations à grande échelle de *Jatropha* pendant au moins quatre ou cinq ans, le temps qu'une quantité suffisante de données expérimentales puisse être amassée afin de prévenir les mauvais investissements. « À cette étape, il importe de faire la distinction entre la "réalité", les "promesses" et les "extrapolations dangereuses¹⁸ », préviennent les membres du centre. Les renseignements qu'ils ont rassemblés suggèrent qu'une production d'huile optimale à partir du *Jatropha* nécessiterait d'importantes chutes de pluie annuelles allant jusqu'à 1000-1500 mm/hectare, quantités qui sont très supérieures à ce qui est habituellement associé aux « terres marginales ».

Les données suggèrent que de nombreux investisseurs du domaine des agrocarburants sont déjà au courant de ce fait et choisissent d'aménager leurs plantations de *Jatropha* sur des terres bien irriguées et fertiles, et non pas sur des terres « marginales ».

Étude de cas : Wolayta, Éthiopie

La région du Wolayta, située dans la partie sud de l'Éthiopie, est désormais au centre de nouveaux projets de production d'agrocarburants. Selon l'ONG locale Eco Yeshemachoch Mahiber, Sun Biofuels, une entreprise du Royaume-Uni, s'est emparée de 3 000 hectares de pâturages communaux pour y exploiter une plantation de *Jatropha*. De plus, Global Energy Ethiopia cultive du ricin commun sur une superficie de 2 350 hectares sur la base de contrats avec de petits agriculteurs.

Le gouvernement éthiopien et les entreprises ont déclaré que la production de matière première pour les agrocarburants n'aurait lieu que sur des terres marginales, incultes ou improductives. Mais ce discours tranche considérablement avec les témoignages locaux. Selon des agriculteurs de la région, les cultures sont en fait aménagées sur les pâturages et les terres communales les plus fertiles, et sur les terres agricoles les plus productives.

La région est l'une des plus densément peuplées du pays. Entre 360 et 700 personnes y vivent par kilomètre carré. En raison de cette intense concurrence pour l'obtention de terres, une forte insécurité alimentaire règne dans la région. Environ 39 % de la population des régions visées par les développements dépendent, pour leur survie, de l'aide alimentaire d'urgence ou du Programme nourriture-contre-travail.

C'est dans ce contexte que la production d'agrocarburants s'est substituée à la production alimentaire et au pâturage sur des terres essentielles et désespérément nécessaires. Par conséquent, en plus de la crise alimentaire dévastatrice, les prix des aliments dans la région ont augmenté pour atteindre des valeurs cinq fois plus élevées que celles enregistrées à la même époque l'année précédente.

Les entreprises prétendent que les gains réalisés à partir de la production d'agrocarburants contribueront à améliorer le niveau de vie des membres des communautés. Mais les agriculteurs affirment que jusqu'ici, les entreprises ont manqué à leurs promesses initiales en matière de paiements, et n'ont même pas remis aux agriculteurs une copie de leur entente contractuelle. Dans un contexte marqué par une diminution de la production alimentaire et une augmentation des prix des aliments, la communauté souffre clairement d'une insécurité alimentaire plus grande que

LES AGROCARBURANTS ET LE MYTHE DES TERRES MARGINALES

LES AGROCARBURANTS ET L'ACCAPAREMENT DES TERRES

Dans son rapport intitulé *Agrofuels in Africa: the impact on land, food and forests*¹⁹, rendu public en 2007, l'African Biodiversity Network (ABN) faisait état d'une intensification des cas d'« accaparement des terres » (privatisation de vastes étendues de terres communales) concomitants au nouvel influx de projets de développement liés aux agrocarburants. Un rapport d'une ONG ghanéenne, intitulé *Biofuel land grabbing in Northern Ghana*²⁰, soulignait la facilité avec laquelle les investisseurs du domaine des agrocarburants arrivaient à s'approprier les terres communales des communautés rurales africaines.

Les communautés touchées sont rarement consultées dans ces processus, et n'obtiennent aucune indemnité pour les expulsions forcées.

La spéculation foncière est en hausse. Emergent Asset Management, société de gestion située au Royaume-Uni, vient de lancer son African Agricultural Land Fund en invitant les investisseurs à tirer profit du « secteur agricole en pleine croissance de l'Afrique subsaharienne ». Certains intérêts commerciaux pourraient même utiliser les agrocarburants comme moyen d'accaparer de vastes étendues de terres. Une fois en possession de ces terres, ils pourraient décider de les garder pour en faire un autre usage, comme l'exploitation forestière, l'exploitation minière ou même le tourisme. Ils espèrent peut-être tirer un avantage économique des fonds pour les forêts qui, selon certains, seront établis dans le cadre d'une nouvelle entente sur le climat, ou de projets proposés dans le cadre du « mécanisme pour un développement propre ». Quoiqu'il arrive, une fois que la relation entre les populations locales et leurs terres est brisée, elle devient très difficile à rétablir. Chaque année, des centaines de milliers de personnes sont forcées d'aller vivre dans des bidonvilles, où elles ne sont plus en mesure de produire de la nourriture, mais doivent trouver les moyens d'en acheter.

LES AGROCARBURANTS ENTRAÎNENT-ILS DES AVANTAGES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ?

On entend fréquemment l'argument selon lequel les cultures d'agrocarburants réalisées sur des terres marginales entraîneront des avantages en matière de développement pour les pauvres des régions rurales.

Dans sa lettre d'août 2008 adressée aux membres du Parlement européen²¹ à propos de la cible de 10 % proposée par l'UE pour les biocarburants, l'ABN écrivait ce qui suit :

« Nous remettons vigoureusement en question le mythe selon lequel il existe de grandes étendues de terres libres et non cultivées en Afrique. Les agriculteurs, les pasteurs et les peuples autochtones font usage des ces soi-disant territoires "marginaux", mais souvent, leur existence et leurs droits ne sont pas reconnus par leurs propres gouvernements. En Afrique, 70 % des terres appartiennent encore à l'ensemble de la communauté. Cela nous rend particulièrement vulnérables aux projets de développement de biocarburants qui cherchent à privatiser les terres et à séparer les communautés de leurs moyens de subsistance. »

« Nous remettons en question le mythe selon lequel la production de biocarburants à grande échelle entraînera des avantages en matière de développement économique pour les Africains. Nous ne devrions pas accepter que la promesse de quelques emplois saisonniers mal rémunérés autorise qui que ce soit à expulser les agriculteurs de leurs terres, à déplacer la production alimentaire et à raser des forêts. Si l'on en juge par les projets réalisés jusqu'ici en Afrique, les biocarburants entraîneront des expulsions à grande échelle des agriculteurs et des populations autochtones, d'importants "accaparements de terres", une augmentation des prix des aliments, la déforestation, une menace aux aires de conservation, la pauvreté et les dettes chez les petits agriculteurs et le détournement de la production alimentaire effectuée sur les terres les plus fertiles et les mieux irriguées vers la production de carburant. »

« Avec la flambée spectaculaire des prix des aliments, dont les populations pauvres des milieux ruraux africains subissent les pires conséquences, nous ne devons plus sacrifier notre sécurité alimentaire pour permettre aux voitures européennes de continuer à rouler. »

Peu de communautés sont arrivées au constat que les changements occasionnés par les projets de production de biocarburants à grande échelle entraînent de véritables améliorations sur le plan de leurs moyens de subsistance. Trop souvent, la réalité est bien différente du portrait idyllique où tous obtiennent emplois et revenus. Lorsque les plantations d'agrocarburants entraînent leur expulsion des terres où elles pratiquent l'agriculture et le pâturage et la destruction des arbres qu'elles utilisent pour s'alimenter et se soigner, pour ne leur procurer qu'un nombre limité d'emplois mal rémunérés sur les terres qui étaient jadis leurs, les communautés concernées constatent que le « développement » est loin de se faire toujours à leur avantage.

CONCLUSION

On entend souvent dire que la culture des agrocarburants sur les terres marginales entraînera des avantages en matière de développement pour les pays du Sud, tout en évitant les impacts néfastes sur les forêts, la sécurité alimentaire, les changements climatiques et les droits fonciers que les agrocarburants ont eus jusqu'ici. Mais quand on y regarde de plus près,

¹⁹ *Agrofuels in Africa: the impact on land, food and forests*, African Biodiversity Network, juillet 2007.

²⁰ *Biofuel Land Grabbing in Northern Ghana*, RAINS/ABN, avril 2008.

²¹ « Renewable Energy Directive must not promote unsustainable biofuels », African Biodiversity Network, août 2008.

LES AGROCARBURANTS ET LE MYTHE DES TERRES MARGINALES

on constate que l'aménagement de cultures sur des terres « marginales » ne permettra pas d'éviter ces problèmes, mais aura au contraire pour effet de les exacerber.

Une bonne partie de la discussion menée jusqu'ici à propos des terres « marginales » n'a pas tenu compte de la présence des pasteurs, des populations autochtones, des petits agriculteurs et des femmes qui vivent de ces terres, et les protagonistes ne semblent pas comprendre que l'agriculture et la monoculture intensives ne sont pas les seules modes possibles d'utilisation des terres.

La promotion du développement des agrocarburants sur les terres « marginales » contribuera à une marginalisation accrue des communautés rurales. La perte de moyens de subsistance et la dégradation de la sécurité alimentaire que subissent les communautés touchées contredisent les prétentions selon lesquelles les agrocarburants entraînent des avantages au chapitre du développement.

La conversion des prairies et des terres retirées de la culture à la production d'agrocarburants produira des émissions de carbone grandement supérieures à ce que l'on cherche à éviter par la culture de solutions de rechange aux combustibles fossiles. De plus, la modification de l'écologie des régions aura pour effet d'accélérer les changements climatiques à l'échelle locale et d'exercer une pression accrue sur les communautés locales.

Le potentiel des zones arides marginales en matière de production d'agrocarburants à l'échelle commerciale est loin d'être assuré. Par conséquent, de nombreuses entreprises préfèrent utiliser des territoires boisés, fertiles et bien irrigués, même si elles prétendent n'utiliser que des terres « marginales ». Dans la plupart des pays affectés, la volonté ou la capacité des gouvernements d'assurer la protection des droits fonciers, des écosystèmes vitaux et de la sécurité alimentaire sont cruellement inadéquates. La course aux agrocarburants va par conséquent donner lieu à une intensification du phénomène d'accaparement des terres, au détriment des communautés locales.

De dangereuses affirmations ont été faites à propos de la quantité existante de terres « marginales » et de la manière dont il faudrait les définir. De nouvelles études sont nécessaires afin de déterminer qui vit sur ces terres « marginales », et où, et dans quelle mesure de réelles terres incultes sont disponibles.

Un très petit nombre de terres peuvent réellement être qualifiées de « marginales ». Des terres qui sont « marginales » pour une personne peuvent constituer une ressource vitale pour une autre.

Le mythe des terres marginales ne devrait pas servir de justification à des projets de développement nuisibles visant la production d'agrocarburants.



biofuelwatch

Watch
INDONESIA! EcoNEXUS



Personnes-ressources : Teresa Anderson, the Gaia Foundation, teresa@gaianet.org
Helena Paul, EcoNexus, h.paul@gn.apc.org